



**Université Peleforo
GON COULIBALY**

**DEPARTEMENT
D'HISTOIRE**

Avril 2026



Revue électronique

P-ISSN :3107-1643

E-ISSN :3107-1651

REVUE D'HISTOIRE, D'ART ET D'ARCHEOLOGIE

TEFAL-PITYA

*<https://tefal-pitya.net/>
soumission@tefal-pitya.net
BP 1328 Korhogo*

Revue d'Histoire, d'Art et d'Archéologie

TEFAL-PITYA



Vol.1, No1, Avril 2026

Site : <https://tefal-pitya.net/>

Courriel : soumission@tefal-pitya.net

Université Peleforo GON COULIBALY

UFR Sciences Sociales

Département d'Histoire

BP 1328 Korhogo

P-ISSN : 3107-1643/ E-ISSN : 3107-1651

Comité éditorial

Directeur Scientifique : Tanoh Raphael BEKOIN, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Directeur de Publication : KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire.

Directeur de Rédaction : KEWO Zana, Docteur en Histoire des Relations internationales, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Directeur de Rédaction Adjoint : AGUIE Yhattey Hervé Thierry, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Secrétariat de rédaction :

KOFFI Amani, Docteur en Histoire Ancienne, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

N'GORAN Kouadio Adolphe, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

SIGNAUX Affouminou Emmanuel, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Coordonneurs de Publication :

KONE Kiyali, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire,

KOAME N'founoum Parfait Sidoine, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Trésorier : SORO Yéfounnigui Marie -Laure, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Chargés de diffusion :

ABE Abé Laurent, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

ANGU Bleou Sylvain, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

ATCHIE Amon Guy Serge, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY

BAKAYOKO Yaya, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

DIOMANDÉ Vallet Samuel, Docteur en Histoire Moderne et Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Fatoumata BAMBA, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

KOUADIO Yao Clément, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

LASME Yao Jean Terence Gauthier, Docteur en archeologie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

OUATTARA Brahim, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

OUATTARA Issouf, Docteur en Histoire Médiévale, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

TUO Zie, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Webmaster : COULIBALY Souleymane, Docteur en Histoire Contemporaine, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Éditeur : Département d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY

Website : <https://tefal-pitya.net/>

Comité Scientifique

Abass Souleymane SANGARE, Professeur Titulaire d'Histoire Médiévale, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Aboulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop-Sénégal

Blesson Florent SOHI, Maître de Conférences en Histoire moderne, Université Felix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire.

Koffi Antoine GOLE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire.

Moritié CAMARA, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire.

Nohadani Syrus AHMADI, Maître de Conférences en Géopolitique, Tarbiat Modares University- République Islamique d'Iran.

Odile GOERG, Professeure émérite d'Histoire de l'Afrique contemporaine, Université Paris Cité-CESSMA

Ouakoubo Gaston GNABRO, Professeur Titulaire d'Histoire des techniques, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire.

Siméon KOUAKOU, Professeur Titulaire d'archéologie, Université Felix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire.

Simon-Pierre M'BRA EKANZA, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Émérites du Cames, Université Felix Houphouët-Boigny – Côte d'Ivoire

Tanoh Raphael BEKOU, Professeur Titulaire d'Histoire économique et sociale, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Cho Julie Eunice BROU, Maître de Conférences en Histoire moderne et contemporaine, Université Felix Houphouët Boigny-Côte d'Ivoire.

Jean-Noël LOUCOU, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire.

Théophile KOUI, Professeur Titulaire Études Ibériques et Civilisations Latino-Américaines, Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire

Comlan Jérôme ALLADAYE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi Benin.

Ibrahim Muhammed SAADAOUI, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. Président de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies. Tunisie)

Ousseynou FAYE, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop –Sénégal.

Kouamé René ALLOU, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire.

Mahomed N'GUESSAN, Professeur Titulaire d'Histoire politique, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

Tiona OUATTARA, Directeur de Recherche d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire.

Comité de rédaction

ABE Abé Laurent, AGUIE Yhattey Hervé Thierry, ANGU Bleou Sylvain, ATCHIE Amon Guy Serge, BAKAYOKO Yaya, COULIBALY Souleymane, DIOMANDÉ Vallet Samuel,

Fatoumata BAMBA, KEWO Zana, KOFFI Amani, KONE Kiyali, KOUADIO Yao Clément, KOUAME N’founoum Parfait Sidoine, LASME Yao Jean Terence Gauthier, N’GORAN Kouadio Adolphe, OUATTARA Brahim, OUATTARA Eugénie, OUATTARA Issouf, SIGNAUX Affouminou Emmanuel, SORO Yéfounigui Marie -Laure, TUO Zie.

Comité de Lecture

Djidjé Jacques KAZIO, Docteur en archéologie, Université de Bondoukou

Awa SOROGO, Docteur en Histoire Moderne et contemporaine, Université Alassane Ouattara

Antoine KRA, Maître de Conférences d’Histoire économique et sociale, Université Alassane Ouattara -Côte d’Ivoire.

Tiantio SANOGO, Institut Nationale Supérieur des Arts et de l’Action Culturelle, Abidjan

Salif KINDREBEOGO, Maître de Conférences en Histoire des relations Internationales, Université Norbert Zongo de Koudougou.

Nohan SIDIBE, Docteur en Histoire du travail et Histoire économique, Université de San Pedro-Côte d’Ivoire.

Nahoua Karim SILUE, Docteur en Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara.

N’Goran Gédéon BANGALI, Maître de Conférences d’Histoire des Relations Internationales, Université Jean Lorougnon Guede -Côte d’Ivoire.

N’dri Laurent KOUAKOU, Maître de Conférences d’Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara -Côte d’Ivoire.

N’doua Etienne ETTIEN, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Moutari Moussa MAMAN, Docteur en Histoire Sociopolitique, Université Djibo Hamani de Tahoua/Niger.

Mitanhantcha YEO, Docteur en archéologie, Université Alassane Ouattara- Côte d’Ivoire.

Mamadou Lamine DEMBELE, Professeur Titulaire du Mali / Maître de Conférences du CAMES en Histoire du droit et des institutions, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB) –Mali.

Kpassigué Gilbert KONE, Docteur en Histoire Moderne et contemporaine, Université Alassane Ouattara

Kouakou Sylvain KOFFI, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Kouakou Désiré M'BRA, Maître de Conférences en Histoire du peuplement, Université Alassane Ouattara Côte d'Ivoire.

Kouadio René BOUADI, Docteur en archéologie, Jean Lorougnon Guédé, Daloa

Idrissa BA, Maître de Conférences d'Histoire Médiévale, Université Cheik Anta Diop- Sénégal.

Harouna YEO, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Guy-Roland TIE BI GALLA, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Gninin Aicha TOURE, Docteur en archéologie, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan.

Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions, Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire

Dognima Lassina COULIBALY, Docteur en Histoire Moderne, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

Atché Michel AKA, Docteur en archéologie, Université de San Pedro, San Pedro

Abdoulaye BAMBA, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

1. LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE DU COTON AU PROGRÈS DE L'INDUSTRIE TEXTILE EN CÔTE D'IVOIRE SOUS FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY (1974 -1993), *DIBY Aya Edwige Marcelle*,.....1-18
2. LA DEFINITION DU STATUT NATIONAL DES HABITANTS DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE (1919-1958), *Cyrille Aymard BEKONO*.....19-32
3. KABAKOUMA FACE À LA TENTATIVE D'OCCUPATION SAMORYENNE, *Vallet Samuel DIOMANDE*.....33-42
4. LA GROTTÉ SACRÉE DE NGOG-LITUBA (CAMEROUN), UN ENJEU DE CONFLITS ENTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ROMAINE, LES PEUPLES LOCAUX ET LES CHEFS TRADITIONNELS : UNE ÉTUDE HISTORIQUE, 1959-2026, *Jean Pierre NTAMAG*.....43-68
5. VALORISATION TOURISTIQUE DU VILLAGE BLIERON ET ÉCONOMIE BLEUE : ENJEUX ET DÉFIS D'UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE, *BISSOU Guikahué Daniel, KLAKE Moindé Camille*.....69-86
6. LA POLITIQUE DE LA PÉRÉQUATION DANS LA FILIÈRE RIZ EN CÔTE D'IVOIRE (1971-1995), *Lassina Songfola YEO*.....87-104
7. SONITRA ET MOTORAGRI : DEUX TÉMOINS DES RELATIONS CÔTE D'IVOIRE-ISRAËL (1963-1993), *N'dah Matt Elisabeth Brigitte AMANE*,.....105-120
8. L'HISTOIRE DES ABE DE TIASSALE/ N'DOUCI : LE LIGNAGE OKOUDJE AU XIXE SIÈCLE, *Félix Djidji ARBLE & Éric PETE*,.....121-137
9. LES NANAFOUË-KAN D'ATTIÉGOUAKRO, DES ORIGINES À L'HÉGÉMONIE FRANÇAISE (1718-1911), *Fonni N'Golo Youssouf OUATTARA, Kouadio Simon N'GUESSAN, Chintchanwa Tanan Franck SILUÉ*,.....138-155
10. L'ESSOR DES INFRASTRUCTURES DE PRESTIGE À YAMOOUSSOUKRO (1983-1993), *Nonhontan SORO*,.....156-171
11. LA CONTRIBUTION DU DIAMANT AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DE TORTIYA (CÔTE D'IVOIRE), 1946-2005, *Dié Octave MANIGA*,.....172-182
12. L'EMPIRE DU MANJAKÚ: UNE ENTITÉ POLITIQUE DE LA SÉNÉGAMBIE MÉRIDIONALE (XIIIème-XXème SIÈCLE), *Malang LELOU*,.....183-196
13. TEMPS ET CONDITION HUMAINE DANS UN MONDE TECHNIQUEMENT DÉSENCHANTÉ CHEZ BERGSON, *Okou Guy-Marius OLADELE*,.....197-214

14. LE "RITUEL DU PERDU" FACE A LA VIOLENCE COLONIALE : UNE APPROCHE ENDOGENE DE LA RESTITUTION DES RESTES HUMAINS AU CAMEROUN,	<i>Kemegne Simo Lea Lili</i>,.....	215-233
15. L'ACTION DU FED DANS LE SECTEUR EDUCATIF CAMEROUNAIS : UNE ANALYSE HISTORIQUE (1958-2002),	<i>Stéphanie Laetitia BEKONO NDONGO</i>,.....	234-250
16. LES PREMIÈRES ÉLECTIONS PLURALISTES DANS LE MORONOU COLONIAL: Une mesure de l'influence PDCI-RDA/PPCI pendant le premier multipartisme,	<i>Olivier Magbli TEA</i>,.....	251-266
17. LA NOTION DU CŒUR (IB) DANS LES CROYANCES EGYPTIENNES POUR L'ÉTERNITÉ AU NOUVEL EMPIRE (1580-1085 AV. J. – C.),	<i>Yoka Elongo Vianney Jean Wolfgon</i>,.....	267-280

SONITRA ET MOTORAGRI : DEUX TEMOINS DES RELATIONS CÔTE D'IVOIRE-ISRAËL (1963-1993)

SONITRA AND MOTORAGRI: TWO EVIDENTS OF IVORY COAST- ISRAEL RELATIONS (1943-1993)

N'dah Matt Elisabeth Brigitte AMANE
Docteur en Histoire économique et sociale
Université Alassane Ouattara
amanematte@gmail.com

RESUME

L'expansion israélienne en Afrique au lendemain des indépendances s'est traduite par la signature de plusieurs accords politiques et économiques. Entre 1963 et 1966, la Côte d'Ivoire, sous l'ère Félix Houphouët-Boigny, conclut un partenariat économique avec Israël, favorisant l'arrivée d'experts israéliens dans divers domaines techniques. Leur expertise facilite la mise en place d'entreprises, notamment la SONITRA et la MOTORAGRI. Ces sociétés ont contribué de manière significative à la construction d'infrastructures modernes et à la mécanisation de l'agriculture, deux priorités du jeune État ivoirien. L'objectif de cette étude est d'identifier ces entreprises témoins du partenariat ivoiro-israélien et d'analyser leurs contributions au développement économique et social de la Côte d'Ivoire. Pour la réalisation de ce travail, nous avons consulté des sources et des ouvrages. Les sources exploitées ont été des documents d'archives et des documents imprimés. En ce qui concerne les ouvrages, nous en avons lu des généraux, des thèses et des articles. Les informations recueillies dans les documents ont été classées et confrontées entre elles avant d'être soumises à une critique historique. C'est suite de ce procédé que des données ont été mobilisées dans le but d'étayer nos analyses et différentes interprétations.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Israël, relation économique, SONITRA, MOTORAGRI,

ABSTRAT

Israeli expansion in Africa following independence resulted in the signing of several political and economic agreements. Between 1963 and 1966, Ivory Coast, under the presidency of Félix Houphouët-Boigny, established an economic partnership with Israel, facilitating the arrival of Israeli experts in various technical fields. Their expertise facilitated the establishment of companies, notably SONITRA and MOTORAGRI. These companies contributed significantly to the development of modern infrastructure and the mechanization of agriculture, two priorities of the young Ivorian state. The objective of this study is to identify these companies that bear witness to the Ivorian-Israeli partnership and to analyze their contributions to the economic and social development of Ivory Coast. For this work, we consulted various sources and publications. The sources used included archival documents and printed materials. Regarding publications, we read general works, theses, and articles. The information gathered from these documents was classified and compared before undergoing historical analysis. Following this process, data was used to support our analyses and interpretations.

Keywords: Ivory Coast, Israel, economic relations, SONITRA, MOTORAGRI,

Introduction

Au sortir de la colonisation en 1960, la Côte d'Ivoire adopte une nouvelle orientation dans sa politique extérieure fondée sur l'ouverture et la coopération internationale. Elle s'est engagée dans une dynamique d'appel à l'aide étrangère pour la construction du pays à travers le slogan « *la Côte d'Ivoire amie de tous et ennemie de personne* ». Conscient qu'aucun pays ne peut se développer dans l'isolement, le président Félix Houphouët-Boigny, avait décidé d'ouvrir son pays au monde (F. G. Mel, 2003, p.353). Cette politique d'ouverture a attiré de nombreux

partenaires internationaux, parmi lesquels figure l'État d'Israël. Animé par des intérêts économiques et un désir de renforcer cette présence en Afrique de l'Ouest, Israël déploie sur le continent des experts et des hommes d'affaires. Dans le cadre de cette coopération, plusieurs structures et entreprises israéliennes s'installent en Afrique. La Côte d'Ivoire bénéficie de ces initiatives à travers la création de sociétés à capitaux mixtes. En effet, en 1963 fut fondée la Société Nationale Ivoirienne des Travaux (SONITRA) dans le domaine du Bâtiments et des Travaux Publics (BTP), suivie en 1966 de la Société pour le Développement de la Motorisation de l'Agriculture en Côte d'Ivoire (MOTORAGRI).

Ces deux entreprises à participation israélienne constituent des témoins privilégiés des relations économiques entre la Côte d'Ivoire et Israël. Leurs créations répondaient à un double objectif : renforcer les liens de coopération entre les deux États et soutenir le développement économique de la Côte d'Ivoire à travers la construction d'infrastructures, la mécanisation agricole et l'autonomisation des jeunes. L'intérêt de ce travail réside dans la compréhension du rôle joué par ces entreprises et des relations économiques qu'elles ont entretenues avec le gouvernement ivoirien. Comment la SONITRA et la MOTORAGRI ont-elles contribué au renforcement du partenariat entre la Côte d'Ivoire et Israël de 1963 à 1993?

Le repère chronologique de cette étude se justifie par deux raisons fondamentales : 1963 marque la création de la SONITRA, tandis que l'année 1993 correspond à l'année de décès du président ivoirien Houphouët Boigny. Pour répondre à cette problématique, une revue de la littérature a été effectuée. L'étude repose sur une approche qualitative, fondée sur la confrontation des informations issues d'ouvrages, de thèses, d'articles et de rapports officiels. De cette analyse découle un plan en trois axes : le premier s'intéresse aux contextes de création de la SONITRA et la MOTORAGRI. Le deuxième traite la contribution de la SONITRA au projet d'urbanisation en Côte d'Ivoire. Et le troisième analyse la MOTORAGRI et son impact sur la mécanisation agricole en Côte d'Ivoire.

1-Contexte de création de la SONITRA et de MOTORAGRI

La Côte d'Ivoire, face à un certain nombre de constats au niveau urbain et agricole, engage une politique de modernisation après son indépendance axée sur la construction d'infrastructures et la mécanisation agricole.

1-1-Une agriculture entièrement traditionnelle

Au lendemain de l'indépendance en 1960, l'agriculture ivoirienne était majoritairement traditionnelle, axée sur l'autoconsommation et l'agriculture de subsistance. Le vivrier avant l'expansion industrielle était tournée vers la consommation locale comme l'igname, le manioc, le riz, le maïs et le mil¹. Au niveau des cultures de rente le café et le cacao, cultivés de manière intensive, constituaient déjà la base des exportations pour la Côte d'Ivoire. Le café et le cacao représentaient plus de 63% de la valeur des exportations.

La production reposait sur un mode extensif, utilisant des terres parfois fertiles et moins fertiles dans certaines régions ainsi qu'une main-d'œuvre manuelle au détriment des techniques modernes. L'agriculture traditionnelle en Côte d'Ivoire reposait sur une agriculture itinérante sur brûlis, une méthode qui consiste au défrichage et brulage de la végétation pour fertiliser le sol avant la culture². À cette méthode s'ajoute la longue jachère d'une année caractérisée par un système de rotation qui permet au sol de se régénérer. Elle se pratiquait aussi bien en zone de savane qu'en zone forestière. Aussi le buttage, l'association et la rotation des cultures sont des techniques de façonnage du sol et du mélange de cultures vivrières sur un même espace³.

Outre ces méthodes et techniques traditionnelles, l'agriculture avait un autre défi, celui de l'utilisation des outils traditionnels pour le travail agricole. Au nombre des outils figurent la machette, la hache, la houe, la daba, le coupe-coupe et le bâton fousseur. Tous ces outils sont utilisés pour le débroussaillage, le désherbage, l'abattage des arbres lors du défrichage, le labour, le buttage et le semi⁴. Cependant, la Côte d'Ivoire avait porté le choix sur le secteur primaire et l'agriculture comme moteur principal de développement malgré le caractère traditionnel.

En 1960, sa population rurale était estimée à 3 269 000 sur 3 735 000 habitants et l'effort de cette population rurale produisait de faibles rendements. L'État décide la mise en place d'une politique de modernisation du secteur agricole en créant des sociétés mixtes et des sociétés d'État pour diversifier les cultures et l'augmentation des rendements.

1-2-Un déficit d'infrastructures modernes pour un État indépendant

En 1960, la Côte d'Ivoire a hérité d'un réseau d'infrastructure limité, concentré sur l'extraction des ressources, avec environ 69 agglomérations urbaines naissantes. Le développement routier se résumait à un réseau comprenant 1575 km de routes internationales

¹ Ministère du plan, Étude régionale de Bouake 1962-1963, p. 16.

² Ministère de l'agriculture et des ressources animales, 1991, *Évaluation du programme soja*, p. 6.

³ Ministère du plan, L'agriculture traditionnelle Tome II, p.2.

⁴ Ministère de l'agriculture et des ressources animales, 1991, *Évaluation du programme soja*, p. 6.

et 8150 km de routes locales. Les villes intérieures de la Côte d'Ivoire en 1960 disposaient d'un faible niveau d'infrastructures. Elles étaient caractérisées par une concentration des équipements à Abidjan et le long de l'axe ferroviaire. Le chemin de fer long de 1.145 km était le moyen de transport majeur pour les marchandises lourdes, reliant Abidjan au nord du pays, avec un prolongement vers la Haute-Volta (L.B. Koffi, 2021, p. 57.). La Côte d'Ivoire disposait de très peu d'équipements sociaux et d'édifices touristiques. Le réseau urbain était limité et reposait sur un nombre restreint de ville ayant en moyenne une population comprise entre 20000 et 50000 habitants. En Côte d'Ivoire, il était nécessaire de commencer à structurer le pays au-delà d'Abidjan pour connecter les centres de production

2- La contribution de la SONITRA au projet d'urbanisation en Côte d'Ivoire de 1963 à 1993.

La volonté des dirigeants ivoiriens de doter le pays d'infrastructures conduit à une coopération avec l'État d'Israël. De cette coopération naquit la SONITRA, spécialisée dans les travaux publics et l'urbanisation. Cette entreprise apparaît comme un instrument essentiel du développement économique et social du pays.

2-1- Origine et mission de la SONITRA

La Société National Ivoirienne de Travaux (SONITRA) fut créée en 1963. L'idée de création de cette structure fut le résultat de la rencontre entre le directeur Ehud Shilo de la Solel Boneh International et le président Félix Houphouët-Boigny (J. Bloch, 1985, p. 90). Cette société reste le pionnier et l'un des témoins des relations israéliennes sous l'ère Félix Houphouët-Boigny. En effet, au lendemain des années 1960, date de l'émancipation d'un bon nombre d'État Africain, Israël travaillait à étendre son influence sur les pays d'Afrique noire. Plusieurs activités ont été menées dont la vente d'arme, les activités de renseignement et des relations d'affaire dans le but d'établir des relations de confiance entre Israël et le pays hôte. Pour Israël, il lui fallait une position de dominante en Afrique par le biais de ses experts (J. Bloch, 1985, p.87.)

La présence de cette société dans le pays remonte en 1963, quand le groupe Solel Boneh International AG a signé un partenariat avec les autorités ivoiriennes pour fonder la SONITRA. Cette dernière était une société à participation financière publique dont les principales missions sont l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes les réalisations relatives au génie civil. Dans ce partenariat, la part de l'État représentait 60% et celui de la SBI 40 %. Le siège de la SONITRA est situé à Abidjan, précisément sur la route d'Anyama. Le capital de la société

lors de la création s'élevait à 2.272.500.000F CFA⁵. Elle avait pour mission la réalisation des grands projets du BTP comme les ponts, routes infrastructures urbaines de drainage et d'assainissement, génie civil, bâtiment et monuments publics, aéroports, hôtels et complexe industriels. La SONITRA a participé à la réalisation de plusieurs infrastructures y compris les routes.

2-2- SONITRA, maitresse de la réalisation des infrastructures en Côte d'Ivoire dès 1963

La Côte d'Ivoire, face au déficit d'infrastructures a décidé de lancer de grands travaux dans le pays. La SONITRA a été la société en charge de plusieurs infrastructures routières dont la route Abengourou-Agnibilékro long de 60 km en 1968. Un projet qui figurait dans le premier projet routier financé à prêt de 5,8 millions de dollars destiné à la construction de voies bitumées en Côte d'Ivoire⁶. La SONITRA a également réalisé la route reliant Bouaké à Katiola, long de 49 km. Elle figurait dans le deuxième projet routier du gouvernement⁷. Ce second projet a été financé en 1971 par un prêt à hauteur de 20,5 millions de dollars. Ces deux projets ont bénéficié du financement de PNUD⁸ suite à une étude menée par la SETEC sur fonds du PNUD pour le transport en Côte d'Ivoire. La SONITRA a été l'entreprise la plus active du pays dans les années 1970 et 1980 (L. C. Codo, 1990, p.48).

La SONITRA a également participé à la réalisation d'un certain nombre de bitumage au cours des années 1977 à 1992 en Côte d'Ivoire. Ces réalisations sont conciliées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Quelques réalisations routières de la SONITRA en Côte d'Ivoire de 1977 à 1992

Année de réalisation	Infrastructure routière et de drainage
1977	Bitumage de la route Korhogo –Boundiali
1979	-Bitumage de la route Boundiali-Odiénné
1984	-Bitumage de la route Issia-San Pedro
1985	-Bitumage de la route de Daloa-Vavoua avec la construction d'un pont sur la rivière DE

⁵ Rapport annuel du comité de privatisation, 2016, p. 16

⁶ Rapport de Banque, 1973, p.2

⁷Rapport de Banque, 1973, p.10.

⁸Rapport de Banque, 1973, p.1

	-Aménagement de la route Bouaké-Botro
1992	-Construction d'une voirie et drainage du quartier Sokoura à Aboisso -Construction d'une voirie et drainage à Adzopé

Source : Archive du Bureau National d'Étude Technique de Développement (BNETD) à Cocody près du lycée classique à Abidjan.

Le tableau montre que les travaux réalisés par cette société au cours de cette période sont faits sur presque toute l'étendue du territoire. Le tableau montre aussi que de 1977 à 1979, la partie nord du pays était en chantier avec l'accent mis sur les grandes villes comme Korhogo Boundiali et Odienné. La SONITRA avait remporté à la fin de l'année 1986, un contrat de 6.1 millions de dollars⁹ pour la construction de 78 km de route de Katiola à Dabakala. Ce projet fut financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale (L.C. Codo, 1990, p.48). Plus de 3000 kilomètres de route en Côte d'Ivoire ont été réalisés par cette société.

En outre, La SONITRA était au BTP un acteur incontournable. Plusieurs réalisations comme la cathédrale Saint Paul d'Abidjan Plateau, l'hôtel président de Yamoussoukro, le siège de la BCEAO et la construction du stade de Bouaké portent l'empreinte de la SONITRA. Aussi avait-t-elle obtenu le marché des principaux travaux de construction de l'école d'infirmière de Bouaké et du projet avorté de construction du barrage de Soubré. La SONITRA dans l'exercice de ses fonctions a participé presque à la réalisation d'infrastructures dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire. Cependant, la ville de Yamoussoukro a plus bénéficié des travaux de cette entreprise.

En effet, en 1973, Yamoussoukro, village du président Félix Houphouët-Boigny était en phase de construction. Le Président Félix Houphouët-Boigny a sollicité cette entreprise pour la transformation de l'habitat rural et la suppression des taudis à Yamoussoukro. Une politique qui avait été initiée par le président lui-même lors du IVème congrès du PDCI-RDA en 1965 (J. L Chaleard, A. Dubresson, 1993, p.173). Elle intervenait dans le secteur du développement, notamment des structures et bâtiments, dans l'agriculture, l'environnement, la technologie et l'information. La SONITRA était l'organe privilégié du gouvernement de Côte d'Ivoire chargé d'accomplir à travers ses travaux, la conception des plans de conseil et de contrôle. Il s'agissait de la mise en œuvre des grands projets de développement. Au nombre de ces réalisations, la construction de l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP) (M. Remy, 1996, p. 168). Cette école qui faisait déjà ses preuves à Abidjan depuis 1963 a été transférée le 10

⁹ Soit 2 110 600 000 f CFA pour une valeur de 346 f le dollar américain en 1986.

octobre 1979 à Yamoussoukro, dans le but de donner une nouvelle dimension à cette ville. La volonté politique du président ivoirien d'accorder un rôle stratégique à la nouvelle ville conduit ces travaux et a l'idée du transfert de la capitale politique du pays le 21 mars 1983 à Yamoussoukro. Ces constructions ont permis à la ville de Yamoussoukro de se doter de voirie et de plusieurs salles de réunions dont l'hôtel président et la maison du PDCI-RDA qui avaient attiré de nombreux congrès et colloques dans la ville (J. L. Chaleard, A. Dubresson, 1993, p.185). Les activités de la SONITRA au cours de cette période sont visibles à travers le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Quelques réalisations de la SONITRA en Côte d'Ivoire de 1977 à 1992

Année de Réalisation	(Infrastructures bâtiments)
1979	-Construction d'une école primaire à Yamoussoukro -Construction d'un restaurant universitaire à Yopougon
1980	-Construction de 334 villas pour les enseignants à Yamoussoukro
1981	Construction de 652 logements pour les enseignants à Yamoussoukro -Extension de la maison du PDCI-RDA
1988	-Construction de la basilique Notre Dame de la Paix à Yamoussoukro

Source : Archive du Bureau National d'Etude Technique de Développement (BNETD) à Cocody près du lycée classique à Abidjan.

L'analyse de ce tableau confirme la présence de la SONITRA à Yamoussoukro. Une preuve que le projet du président de faire de Yamoussoukro une capitale suivait son cours avec plusieurs réalisations dont des écoles, 986 logements destinés à l'installation du personnel enseignant, la construction de la basilique dans la ville de Yamoussoukro. Ces chiffres sont la somme des maisons réalisées à Yamoussoukro entre 1980 et 1981.

2-3-transformation des infrastructures économiques et sociales avec la SONITRA

La SONITRA a participé à la construction de plusieurs villes et infrastructures administratives, économiques et même religieuses du pays y compris des casernes militaires. Des routes, des bâtiments publics, des écoles, des ponts, des barrages et hôtels à plusieurs millions de dollars ont été réalisés par la SONITRA¹⁰. La construction de la basilique a favorisé le tourisme dans la zone. La SONITRA fut sollicitée par le président ivoirien afin de bénéficier de l'expertise des ingénieurs dans le but de planifier l'aménagement des infrastructures de cette ville.

La réalisation de plusieurs logements et routes avait rendu ladite ville apte aux activités touristiques. Cette ville qui, selon le président Félix Houphouët-Boigny devait faire la fierté du pays. Les voiries de la ville de Yamoussoukro larges comme des autoroutes annonçaient un destin éclatant à la ville en devenir. Toutes ces infrastructures devaient participer à l'embellissement de la ville, et surtout à la bonne circulation des biens et des personnes. Le chiffre d'affaires de cette entreprise en 1983, avoisinait 24 milliards de F CFA (L.C. Codo, p. 48).

La SONITRA, depuis sa conception s'est spécialisée dans la planification, l'amélioration de l'efficacité des études et du contrôle des travaux ainsi que dans la rationalisation des investissements. En quarante-deux ans d'activité, le groupe a décroché et réalisé plus de 400 marchés de travaux publics et son chiffre d'affaires cumulé atteint 543 milliards de F CFA à partir de sa base ivoirienne. Elle détenait le marché de presque tous les grands travaux menés en Côte d'Ivoire en 1970. La SONITRA représentait l'entreprise par excellence de l'implantation économique israélienne en Côte d'Ivoire. Elle s'est octroyé la grosse part du marché africain avec 70% de ses activités. La SONITRA était l'entreprise de bâtiment et de travaux publics la plus active dans les années 1970 et 1980.

Au lendemain de l'indépendance, la SONITRA reste l'une des sociétés de construction qui a par ces actions, participé à la politique de développement des autorités politiques ivoiriennes. Outre le partenariat avec la société de construction Solel Boneh International, le gouvernement israélien a signé un autre partenariat en 1966 avec le gouvernement Ivoirien donnant naissance à une nouvelle société de mécanisation agricole dénommée MOTORAGRI.

¹⁰Archive de la BENETD siège plateau tour D

3- La MOTORAGRI et son impact sur la mécanisation agricole en Côte d'Ivoire de 1966 à 1993

La quête de structure de redynamisation du monde agricole pousse les autorités ivoiriennes à créer en partenariat avec Israël la MOTORAGRI. Une coopération naît dans l'optique de mécaniser le secteur agricole. Cette structure apparaît comme un instrument essentiel du développement économique et social du pays.

3-1- Une société au service du paysannat ivoirien

La Côte d'Ivoire après l'indépendance a décidé de faire de l'agriculture le moteur de l'économie. De ce fait, les autorités intègrent la mécanisation de l'agriculture dans le processus de développement du pays. Le secteur agricole joue un rôle central dans le pays. Il emploie plus de la moitié de la population rurale et reste une source de revenue pour le pays. C'est dans ce cadre que l'État décide la mise en place d'un certain nombre d'initiatives stratégiques dans le but de mécaniser le domaine agricole afin d'accroître les rendements et lutter contre l'exode rural.

La mécanisation agricole est un processus qui englobe la fabrication, la distribution et l'exploitation de tous les types d'outils. Elle fait également appel à toutes sortes d'instrument et de machine pour la mise en valeur des terres et la production agricoles. Ainsi les années 1961 ont vu la visite officielle des autorités ivoiriennes dont celle du ministre Charles Donwahi de l'agriculture suivi de son directeur de cabinet monsieur Abdoulaye Sawadogo en Israël (F.G. Mel, 2010, p. 194). L'objectif de cette délégation était de tirer profit des méthodes et techniques de l'État d'Israël en matière de réussite agricole et de formation des jeunes. Au cours de cette visite, les premiers accords de coopérations économiques ont été signés dans le domaine agricole. Ces relations entre la Côte d'Ivoire et Israël furent conclus pour un partage de connaissance, d'expérience et une contribution au renforcement des capacités.

Au nombre des accords figure la création de la MOTORAGRI pour permettre la modernisation de l'agriculture et la mise en place des barrages hydro-agricoles. La visite officielle effectuée par le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny le 15 juillet 1962 en Israël sous le gouvernement du premier ministre israélien David Ben Gourion (N. M. E.B. Amané, 2024, p. 98), lui a permis de solliciter l'assistance et la coopération israélienne dans différents domaines d'activité dont celui de l'agriculture (N. M. E.B. Amané, 2024, p.102). En effet, le président Felix Houphouët-Boigny avait déjà des contacts avec des juifs depuis 1945. Des contacts qui lui ont valus la rencontre d'investisseurs et opérateurs économiques juifs. La visite

du président ivoirien en Israël était un catalyseur dans le renforcement des relations politiques et économiques avec Israël. Au nombre des techniques agricoles, l'hydro-agricole avait consisté à sécuriser la production agricole face aux aléas climatiques. Encore favorise-t-elle l'identification des cultures en fonction des zones et le développement de nouveaux périmètres agricoles particulièrement dans le centre et le nord du pays.

C'est ainsi que le décret n°66-53 du 8 mars 1966 portant création d'une société d'État dénommée la Société pour le développement de la motorisation de l'agriculture en Côte d'Ivoire (MOTORAGRI) voit le jour¹¹. Une compagnie israélo-ivoirienne qui bénéficie de la coopération technique d'Israël pour le développement agricole. Entreprises à capital mixte à part égale (Tomar Golan, 1973, p.133-142), cette société constituait le fondement du progrès de l'agriculture parce qu'elle répondait aux attentes des autorités ivoiriennes. Cette société fournissait du matériel végétal sélectionné et octroyait des crédits en nature tels que les appareils de traitement, les engrais et les produits phytosanitaires. C'est pour la réussite de ces activités que la MOTORAGRI en 1967 a reçu une dotation de 20 millions de FF d'engin lourd de la part du gouvernement ivoirien (A Sawadogo, 1974, p. 96). La création de la MOTORAGRI a contribué à moderniser l'agriculture par l'introduction des machines.

3-2- La MOTORAGRI et son impact sur la mécanisation agricole en Côte d'Ivoire de 1966 à 1993

La MOTORAGRI avait pour mission la réalisation des travaux d'aménagements agricole. Au nombre de ces travaux figurent les défrichements des plantations, la réalisation des pistes rurales, la construction des barrages collinaires et la mise en place des plateformes dans les villages. Les plateformes étaient des approches que la société trouvait bénéfique aux collectivités rurales, aux sociétés d'État et toutes les autres sociétés en charge du programme agricole. Il s'agissait de la promotion de motorisation et de la mécanisation agricole dans le pays (L.S. Yeo, K.C. N'Guessan, 2024, p.96).

La MOTORAGRI était chargée d'améliorer l'efficacité et la productivité de l'agriculture ivoirienne en fournissant des équipements et des services adaptés aux besoins des agriculteurs. Grande actrice de la promotion de la modernisation agricole dans le pays, la MOTORAGRI a travaillé en collaboration avec les acteurs du secteur agricole comme les agriculteurs, les

¹¹ JOCI du 19 mai 1966 p. 631.

organisations agricoles et les fournisseurs d'équipement. Cette collaboration a permis de faciliter l'adoption des technologies modernes et efficaces.

En plus, cette société disposait d'une importante gamme d'équipements agricoles comme des tracteurs agricoles, des laboureuses mécaniques, des pulvérisateurs les machines de récolte et de transformation. Pour garantir le bon fonctionnement, la MOTORAGRI assurait la maintenance et la réparation de ces équipements (E.Y.T. Goh, 2024, p. 257). La société de la mécanisation mettait à la disposition des administrés, des services de formation et de conseil aux agriculteurs qui portait sur l'utilisation des machines, la gestion des cultures ainsi que l'optimisation des rendements. La mécanisation agricole utilisait différentes sources d'énergies, notamment la force humaine, animale, les moteurs à combustion et l'électricité (M. Havard, C.S. Side, 2016). Toute cette approche a pour but d'initier les agriculteurs à l'utilisation des équipements et à améliorer leurs pratiques agricoles.

La modernisation des exploitations requiert des parcelles adaptées à la mécanisation pour l'emploi efficient des équipements agricoles. La MOTORAGRI a permis la création de blocs cultureux d'environ 277.850 hectares entre 1966 et 1972¹². Des plates-formes villageoises, des pistes rurales et des barrages hydro-agricoles, ont été réalisés à travers tout le pays. Ces blocs cultureux, entièrement défrichés et aménagés ont été gracieusement mis à la disposition des agriculteurs¹³. Ainsi la Côte d'Ivoire a assisté à une augmentation de la production et une réduction des travaux manuels. Quelques travaux de la MOTORAGRI conciliés dans le tableau ci-dessous ont été réalisés entre 1966 et 1972 dans les régions sud et centre du pays.

Tableau 2 : Réalisation des Travaux de la MOTORAGRI de 1966 à 1972 dans les régions Sud et centre du pays.

Années	Défrichement des espaces cultivables en ha	Aménagement des pistes en km	Animation des Plate-forme villageoises en nombre
1966	2600	400	8
1967	4326	880	10
1968	5700	790	12

¹² Ministère de l'agriculture, 2015, p. 10

¹³ Stratégie Nationale de Développement de mécanisation agricole, 2015, p.10

1969	8982	830	20
1970	5067	450	25
1971	7088	370	30
1972	9837	498	17
Total	43600	4218	122

Source : Rapport annuel MOTORAGRI 1966-1972

L'analyse de ce tableau révèle qu'entre 1966 et 1972, la MOTORAGRI a réalisé au total le défrichement de 43600 ha de terrain, a aménagé 4218 pistes et animé 122 plates-formes. La colonne des défrichements montre une augmentation des espaces cultivables passés de 2600 ha en 1966 à 8982 ha en 1969. Le défrichement des espaces cultivables a connu une baisse en 1970 liée au programme d'ajustement structurel prôné par les autorités ivoiriennes avant de revoir un accroissement entre 1971 et 1972. Concernant la colonne d'aménagement de piste, la société a eu des réalisations de plus 500 km par an durant les années 1967, 1968 et 1969. Par contre, au cours de la période d'étude, les pistes aménagées ont été en dessous de 500km par an pour les quatre autres années. Et cela s'explique par la nouvelle stratégie d'aménagement du gouvernement à partir des années 1970 qui privilégiait la construction des routes bitumées (A.M Cotten, 1985, p. 90.). La création et l'animation des plateformes villageoises en connu une progression au fil des années jusqu' en 1971 en passant de 8 en 1966 à plus de 100. En 1972 le nombre d'animation de plateforme a baissé.

Entre 1975 et 1990 les surfaces mécanisées sont passées de 50.000 à 250.000 hectares. Cette progression s'est accompagnée d'une augmentation des rendements de 30% à 50% et d'une diversification de culture. L'action menée par la MOTORAGRI a révolutionné le monde rural.

Cependant, la société a été confrontée à un ensemble de défis interne et externe durant les années 1990. La crise économique des années 1990 a marqué un tournant significatif pour de nombreuses industries dans le monde. Le secteur de l'agriculture, de la motorisation et de la mécanisation agricole a subi les effets de cette crise économique. La MOTORAGRI, l'un des acteurs majeurs de l'exécution de la politique de motorisation agricole a dû faire face à des défis durant cette période que ce soit en interne comme externe. Au plan externe, la récession économique est caractérisée par la baisse de la demande des produits agricoles sur le marché

international. La concurrence internationale venant des fabricants asiatiques ont mis en péril la stabilité financière au pays (L. S. Yeo, K.C. N'Guessan, 2024, p. 105). Au plan interne, la Côte d'Ivoire fait face à un Programme d'Ajustement Structurel II qui a résolu en juillet 1983 d'accorder aux sociétés multinationales le même traitement que ceux accordés à la fonction publique. L'inexistence du service après-vente, l'entretien et les réparations des machines agricoles constituaient des défis auxquels faisait face l'agriculture ivoirienne (L.S. Yeo, K.C. N'Guessan 2024, p.106). Le cout élevé des machines ainsi que leur entretien, ont conduit de nombreux agriculteurs à retourner aux techniques agricoles traditionnelles au détriment des pratiques et techniques modernes offertes par la MOTORAGRI.

En somme, les réalisations de cette société ont permis de réduire les coûts de production à long terme. Bien que l'investissement initial en machines puisse être élevé, la réduction de la main d'œuvre et l'augmentation de l'efficacité compensait les coûts. Entre 1966 et 1990, elle a instruit et formé 2500 conducteurs d'engins agricoles, 800 mécaniciens spécialisés, 1200 techniciens agricoles et 300 gestionnaires d'exploitation (L. S. Yeo, K.C. N'Guessan, 20242024, p.100). La MOTORAGRI a dans les années 1970 participé à la préparation de vastes plantations dans le massif forestier au sud-ouest du pays. Désormais les agriculteurs possédaient de grands espaces qui nécessitaient moins de main œuvre avec une production améliorée et des rendements élevés.

Conclusion

Au lendemain de l'indépendance, la course au développement était pour les premiers présidents africains une nécessité stratégique. Le défi de l'autonomie économique pousse le président Félix Houphouët-Boigny a adopté une politique extérieure favorable aux investisseurs et opérateurs économiques étrangers. Cette orientation conduit à un partenariat stratégique avec l'État d'Israël particulièrement dans les domaines de la construction et de l'agriculture. Ainsi la SONITRA, créée en 1963 d'un partenariat mixte entre la Solel Boneh International et le gouvernement ivoirien, s'impose comme acteur majeur dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Elle a participé à la réalisation de nombreuses infrastructures économiques, éducatives, religieuses et touristiques, contribuant à l'urbanisation et à la modernisation du territoire ivoirien.

De son côté, la MOTORAGRI, fondée en 1966, a joué un rôle déterminant dans la transformation du secteur agricole. Par l'introduction de la mécanisation, elle a favorisé

l'abandon progressif des méthodes traditionnelles au profit de techniques modernes, plus efficaces et plus productives. L'usage de la machine a réduit la pénibilité du travail, a amélioré les rendements agricoles et participé à une meilleure gestion des ressources rurales.

En somme, la SONITRA et la MOTORAGRI apparaissent comme deux instruments essentiels de la coopération ivoiro-israélienne. Chacune des structures dans son domaine, a contribué à la mise en œuvre de la politique de développement du président Félix Houphouët-Boigny, participant à la construction du pays et à la relance du monde agricole ivoirien. Un partenariat économique qui a participé au renforcement des relations politiques par la signature d'accords impliquant les deux parties. L'implication des deux États dans la réussite de ses entreprises s'est faite à travers le déploiement d'experts et de financement. Un partenariat bénéfique qui a abouti à la relance du défi économique ivoirien et ouvert à Israël des bénéfices stratégiques, économiques et diplomatiques. Ces relations ont permis à Israël d'exporter son savoir-faire technologique et renforcer son influence en Afrique de l'ouest.

Références bibliographiques

AMANE N'Dah Matt Elisabeth Brigitte, 2024, *Les relations politiques et économiques entre la Côte d'Ivoire et Israël sous Félix Houphouët-Boigny (1960-1993)*, Thèse unique de doctorat, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), 384p.

BERRAH Goulhem, 2018, *Un rêve pour la paix*, Paris, Edition pour l'Archipel, 617P.

BLOCH Jonathan, 1985, « Les nouvelles ouvertures d'Israël en Afrique », Strategic Studies, SPRING, Vol.8, N03, pp.89-93

CHALEARD (J.L), DUBRESSON A, 1993,173P.

CODO Léon César, 1990, « La normalisation Côte d'Ivoire Israël : raison de cœur et raison d'État », in Afrique contemporaine n°153-1^{er} trimestre 1990-29 années, 125P.

CONTAMIN Bernard et Yves. André FAURE, 1990, *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire*, Karthala-Orstom, Paris, 369 P.

COTTEN Anne-Marie, 1985, « Développement des transports en République de Côte d'Ivoire Ses conséquences géographique », in Travaux de l'institut Géographique de Reims, n° 63-64, les transports dans les pays en développement, pp.85-94.

DIOUF Fodé Babacar, 2020, « Quand l'action israélienne en Afrique noire bouscule la diplomatie française (1958-début des années 1960) », Revue d'Histoire diplomatique, Édition A. Pedone, Paris, pp-114-130.

GOH Tianet Yannick Emmanuel, 2024, *Agritech, genre et développement de la production vivrière en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat unique, Université Alassane Ouattara, Français, 578 P.

GOLAN Tamar, 1973, « Le retour d'Israël, une méprise réciproque », pp.133-142.

HAVARD Michel et SIDE Stéphane Claude, 2016, *Les dynamiques de mécanisation de la production et de la transformation agricole en Afrique de l'ouest*, 77P.

KOFFI Loukou Bernard, 2021, « transports ferroviaire et aérien en Côte d'Ivoire : infrastructure et exploitation (1960-1980) », in *International Journal of Humanities and Social Science Invention*, vol10, pp.55-59.

LOMBARDO (L), TOURE (K), 2012, *Félix Houphouët-Boigny 1905-1993, livre d'or*, Sous l'égide de la fondation N'Daya international, 274P.

MEHDI Ben Barka, 1965, « Le rôle d'Israël en Afrique », colloque sur la Palestine-le Caire, 14P.

MEL Grah Frédéric, 2010, *Félix Houphouët-Boigny : la fin et la suite*, Abidjan, Editions du CERAP, 610P.

MIEU Baudelaire, 2009, « L'irrésistible ascension de (l'Israël connections) », consulté le 06/07/2021 sur <https://www.jeuneafrique.com/199932/archives-thematique/l-irr-sistible-ascension-de-l-isra-l-connection/>

REMY Mylène, 1996, *La Côte d'Ivoire aujourd'hui (7^e édition)*, Paris, Les Éditions du Jaguar, 239P.

SIMONET (T), 2010, *Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965)*, Outre-mer, Tome 97, n°368-369, Cinquante ans d'indépendances africaines, 404P.

YEO Lassina Songfola et N'GUESSAN Kouame Christophe, 2024, *La MOTORAGRI et la modernisation de l'agriculture en Côte d'Ivoire de 1966 à 2000*, Uirtus, vol 4, n°3, pp 95-110.

ZIKE Aiko Marc, 1994, *La politique étrangère de la Côte d'Ivoire (1959-1993)*, COPERA-EDITION, 161P.

COMITE DE PRIVATISATION, <https://web.privatisation.gouv.ci> de qui figurait au nombre des sociétés mixtes de l'État ivoirien. La SONITRA est une société multinationale.

Document de Banque Internationale pour la reconstruction et le développement Association Internationale de développement, 6 juin 1973, *L'évaluation d'un quatrième projet routier de* Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire du 10 mai 1966, pp. 631-632.

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire du 19 mai 1966, pp. 631-632.

Côte d'Ivoire, Rapport n° 147, 46P.

Ministère de l'agriculture et des ressources animales, 1991, *Evaluation du programme soja*, CIRAD, 243p.

Ministère du plan, Histoire de l'agriculture, en zone Boule, Etude régionale de Bouake 1962-1964, 65P.

Ministère du plan, *Region de Daloa-Gagnoa, Etude Socio-Economique*, L'agriculture Traditionnelle tome II, 763P.

Ministère de l'agriculture, 2015, *Stratégie nationale de développement de la mécanisation agricole*, P. 56.